

Rapport d'activité des services départementaux 2023

Intervention de Fatiha Aggoune

Groupe Val-de-Marne en Commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Président,

Cher·es collègues,

Comme chaque année en juin, la présentation du Rapport d'activité des services départementaux est un moment essentiel pour notre collectivité.

Ce rapport donne à voir la richesse des missions assurées et des actions engagées par le Département. Il permet à l'assemblée départementale de comprendre et d'analyser nos politiques publiques, dans leur dimension la plus concrète, la plus proche de l'utilisateur.

À ce titre, je tiens donc à **saluer l'ensemble des directions et la direction générale des services** pour la production de ce rapport d'activité pour l'année 2023.

Par là même, **je tiens aussi à rendre hommage aux agentes et aux agents de notre Département.** Collèges, crèches, EDS, réseaux d'assainissement... Quel que soit leur poste de travail, l'engagement quotidien de ces femmes et hommes en faveur des Val-de-Marnais·es est d'autant plus louable qu'il se fait dans des conditions toujours plus difficiles.

Au moment même où nous parlons, **nombre d'entre eux sont d'ailleurs rassemblés devant l'Hôtel du Département pour manifester leur désarroi face à la dégradation des conditions de travail ; j'aurai l'occasion d'y revenir.**

Et alors que la campagne bat son plein pour les législatives, **il se trouve tant de candidats, tant d'éditorialistes à droite et à l'extrême-droite, pour cracher sur les fonctionnaires** et la puissance publique en général.

Notre groupe n'accepte pas ce mépris des serviteurs de l'intérêt général. Nous leur apportons au contraire tout notre soutien, et continuerons de nous mobiliser pour qu'ils puissent exercer leurs métiers dans les meilleures conditions.

Venons-en à présent au contenu du rapport d'activité. Comme celui de l'année précédente **s'il traduit la continuité de nombreuses politiques départementales** utiles aux Val-de-Marnais (et heureusement !), **il porte aussi la marque des économies que votre majorité a décidé** de réaliser sur leur dos.

Dans ce contexte, nous sommes dubitatifs quant à **l'absence de nombreuses données** qui figuraient dans les rapports des années précédentes, ainsi qu'au **changement des périmètres des données présentées**. Chercheriez-vous à jouer avec les chiffres ?

Nous ne mettons pas en doute la qualité du travail des services, mais nous soulignons cet aspect du rapport, car nous savons que **votre majorité départementale a une forte tendance à agir par omission**. Ces manques concernent tout particulièrement la Direction de l'Action Sociale, de l'Insertion et des Parcours vers l'Emploi (DASIPE) et l'Habitat.

Nous espérons, dans les années à venir, pouvoir compter sur une certaine stabilité des Rapports d'Activités en termes de données et de périmètres, pour la transparence et la facilité d'accès à l'information de l'assemblée départementale.

À la lecture de ce rapport d'activité, **nous sommes particulièrement préoccupés par le champ de l'action sociale.**

Les Espaces Départementaux des Solidarités (EDS) n'occupent que peu de place dans le rapport, eu égard à leur importance dans le contact direct à l'utilisateur. De nombreuses informations manquent (contacts téléphoniques et mails, nouveaux usagers reçus...).

Peut-être s'agit-il de brouiller les pistes en vue de votre plan de fusion/suppression des EDS ? Vous souhaitez en effet diminuer leur nombre par deux, ce qui vous permettrait de réduire le personnel et de fait, en éloignant l'accès aux droits, de rogner sur les attributions d'aides extra-légales.

Vous avez commencé à appliquer ce plan en engageant discrètement **la fusion des deux EDS de Champigny** ; « optimisation bâtementaire », nous disait M. Bazin ! Le **déplacement programmé de l'EDS de Gentilly à Villejuif** s'inscrit dans le même objectif. Nous défendons les usagers, nous nous y opposons !

La démarche « polyvalence de demain », sur laquelle nous vous avons interrogé lors des débats budgétaires sans avoir de réponse, est à nouveau mentionnée. Il est indiqué qu'elle vise « *à adapter l'offre des EDS aux évolutions des besoins du public en lien étroit avec le déploiement de la nouvelle stratégie RSA* ». Pourriez-vous être plus précis ?

Concernant le RSA, sont mentionnés les 43 782 foyers le percevant, mais pas le nombre total de personnes couvertes¹. Nous n'avons pas non plus les **plaintes déposées pour fraude**, un thème dont vous aviez pourtant fait vos choux gras.

¹ En 2022 : 132 078

Nous pouvons en revanche constater que, contrairement aux grandes promesses de « révolution » de l'insertion et de l'emploi annoncées en 2021 et réitérées deux ou trois fois par an, **seuls 17% de Contrats d'Engagement Réciproques** étaient en cours au 31/12. Nous y reviendrons à l'occasion du rapport n°20.

Plus globalement, **vous n'êtes pas parvenus à revenir en-dessous du niveau d'allocataires d'avant-Covid**. On peut concevoir que votre nouvelle politique mette du temps à s'appliquer... mais faites vites, vous êtes déjà à mi-mandat !

Nous sommes donc inquiets, pour conclure, des perspectives pour l'action sociale en Val-de-Marne. D'autant plus dans une période où la crise sociale, la progression des AIS² et leur non-compensation par l'État crée une tension toujours plus forte.

Autre motif d'inquiétude, le logement. Dans le rapport, les données relatives à la construction sont désormais mélangées à la réhabilitation. Nous pouvons cependant observer une **division par deux du soutien à la requalification de logements locatifs sociaux**.

Même flou sur les chiffres autour des aides et mesures aux ménages en difficulté. Nous ne disposons plus de données spécifiques pour les aides au maintien, à l'accès ou aux impayés d'eau. Pourriez-vous nous dire précisément où nous en sommes ?

Fort heureusement, le rapport nous révèle enfin **une information essentielle : le nombre d'aides énergie accordées, 1 725**.

² Allocations Individuelles de Solidarité

Voilà donc le substitut que vous nous avez vendu en 2022, pour soi-disant compenser la fin du Chèque Solidarité ! Il bénéficiait à 70 000 foyers Val-de-Marnais, aujourd'hui ils n'ont plus rien. Et votre « Chèque énergies » aux critères ultra-restrictifs, après une année à 9 000 demandes, est en réalité en train de s'éteindre ! C'est un fiasco, et un scandale au regard de la crise sociale que nous connaissons.

Votre Chèque énergies devait soi-disant bénéficier aux classes moyennes, à celles et ceux qui paient des impôts mais n'ont « jamais droit à rien ». À l'époque, notre groupe a battu en brèche ce mauvais discours, de division entre classes populaires et classes moyennes. Et nous avons eu raison de le faire !

Car aujourd'hui, vous tapez ces mêmes classes moyennes, en retirant à 50 000 de leurs enfants le remboursement de la carte Imagine'R. Mais là aussi, nous y reviendrons tout à l'heure...

Un mot enfin sur les crèches départementales, dont plus de 200 agentes étaient rassemblées le 18 juin, pour protester contre votre politique. En refusant la mission d'information portée par l'Opposition en mars dernier, M. Bazin nous assurait pourtant que tout allait bien, et que si les crèches rencontraient des difficultés, c'était la faute de l'ancienne majorité ! Visiblement, les agents ne partagent pas du tout votre appréciation...

Ainsi, nous ne pouvons que nous questionner sur **vosre application très administrative de la PSU,** ainsi que sur **la fermeture estivale de 2 semaines** (bientôt rallongée à 3 semaines ?). Nous notons aussi l'absence de chiffres sur les stagiaires en crèche et les agent·es formé·es en interne.

Nous prenons donc acte de la présentation de ce rapport d'activité, reflet de la richesse des politiques publiques départementales, mais aussi malheureusement, d'orientations politiques que nous contestons.